



---

# **LA CONVENTION D'OTTAWA**

**UN AN APRÈS**

**QUEL EN EST LE BILAN?**

Ottawa, Canada 2 décembre 1998

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E  
3 5036 20098946 8

DOCS  
CA1 EA 98059 EXF  
One year later : is the Ottawa  
Convention making a difference? --  
62009091



## LA CONVENTION D'OTTAWA UN AN APRÈS QUEL EN EST LE BILAN?

Le 3 décembre 1997, 122 États se sont joints au Canada pour signer la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. Le fait que la « Convention d'Ottawa » ait été négociée en moins d'un an et qu'elle entrera en vigueur plus rapidement que toute autre convention sur le désarmement négociée dans l'histoire témoigne la détermination des citoyens du monde entier à mettre fin à la crise humanitaire causée par les mines terrestres. La Convention d'Ottawa constitue en soi une réalisation importante, mais il ne s'agit que d'un début. Selon M. Lloyd Axworthy, ministre des Affaires étrangères, « la réussite de la Convention d'Ottawa pourra être vérifiée en déterminant jusqu'à quel point il y a une amélioration dans la vie de ceux qui doivent côtoyer quotidiennement la menace causée par les mines terrestres ». La Convention d'Ottawa fournit le cadre juridique nécessaire à l'action contre les mines. Elle comprend un échéancier pour les activités de destruction des stocks de mines et de déminage, et spécifie les obligations en ce qui touche les victimes. Un an après la signature de la Convention, le rapport ci-après tente d'établir si des progrès ont été faits à cet égard.

### RATIFICATION ET UNIVERSALISATION DE LA CONVENTION

À ce jour, la Convention d'Ottawa a été signée par 133 pays et ratifiée par 52 d'entre eux. Les deux tiers des pays du monde ont pris la décision d'interdire cette arme.

La Convention d'Ottawa établit une nouvelle norme internationale contre l'utilisation des mines antipersonnel. Même des États qui n'ont pas encore signé la Convention, comme la Russie, la Chine et les États-Unis, ont pris des mesures concrètes pour mettre fin à la crise mondiale causée par les mines terrestres. On constate également une volonté politique croissante d'éliminer les mines.

Le processus désormais appelé Processus d'Ottawa se caractérise principalement par un degré élevé de coopération entre les gouvernements et les organismes de la société civile qui appuient l'interdiction. Cette coalition

*Avec chaque  
nouvelle signature  
et ratification,  
un pays de plus assume  
la responsabilité de  
détruire les mines sur  
son propre  
territoire et soutient  
l'élimination des  
mines et l'aide aux vic-  
times dans les  
États touchés par le  
problème des mines.*

La convention d'Ottawa, un an après

exceptionnelle reste forte. Au cours de l'année dernière, les gouvernements et les organisations de la société civile ont organisé une série de conférences régionales en Russie, en Jordanie, en Thaïlande, en Hongrie et en République fédérale de Yougoslavie pour faire campagne en faveur de la ratification rapide et de l'universalisation de la Convention d'Ottawa. Chacune de ces conférences a donné des résultats concrets : des ratifications et des signataires supplémentaires, une plus grande sensibilisation du public au problème des mines et une plus grande pression exercée sur les récalcitrants.

## **LA DESTRUCTION DES MINES STOCKÉES**

---

Les mines sont beaucoup moins coûteuses à détruire lorsqu'elles sont encore en entrepôt que lorsqu'elles sont déjà enfouies. Le processus d'élimination mondiale des mines sera inutile si les mines stockées se retrouvent dans le sol. C'est pourquoi la destruction des mines stockées constitue un élément important de ce processus.

Bien que la Convention n'entre en vigueur que le 1er mars 1999, un certain nombre d'États signataires, comme l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni, la France, la Hongrie et la Belgique, ont entamé le processus de destruction de toutes les mines stockées, ou les ont déjà toutes détruites comme l'a fait le Canada. D'autres pays signataires – notamment la Namibie, le Zimbabwe, la Roumanie, la Thaïlande et le Cambodge – planifient la destruction de leurs stocks de mines. Même les pays non signataires, comme la Russie, l'Ukraine et les États-Unis, ont commencé à détruire leurs mines.

*Plus de 11 millions de mines stockées ont été détruites par 15 pays depuis le début du Processus d'Ottawa en 1996. Ces mines ne tueront ni ne mutileront personne.*

## **LES ACTIVITÉS DE DÉMINAGE**

---

Les donateurs comme le Canada, la Norvège, l'Union européenne, les États-Unis et le Japon ont mobilisé des ressources nouvelles substantielles afin de mettre en oeuvre des programmes dans les pays suivants : Bosnie, Cambodge, Mozambique, Afghanistan, Angola, Croatie, Nicaragua, Guatemala, Équateur, Honduras, Laos, Jordanie et Yémen.

Non seulement le nombre de programmes de déminage a-t-il augmenté, mais les programmes sont appliqués plus systématiquement et la tenue de registres a été améliorée. L'efficacité des activités de déminage est grandement réduite si celles-ci ne sont pas effectuées conformément aux priorités et aux normes, à l'aide de documents précis, et si elles ne s'accompagnent pas de campagnes de sensibilisation efficaces. En outre, plus de ressources que jamais sont affectées aux innovations technologiques visant à accroître la rapidité, l'efficacité et la sécurité des activités de déminage.

Le succès des activités de déminage ne se mesure pas simplement par le nombre de mines détruites. L'objectif primordial visé consiste à ce que la plus grande proportion des zones prioritaires (les endroits où des gens vivent et travaillent) soient déminées.

*Dix pays donateurs ont lancé 98 nouveaux programmes d'action contre les mines dans 25 pays au cours des 12 derniers mois.*

Les relevés constituent la meilleure façon de s'assurer que les ressources sont affectées aux endroits les plus prioritaires, où l'incidence sera la plus élevée. Au cours de l'année dernière, un consortium d'organisations non gouvernementales (ONG), le Survey Contact Group, a collaboré avec l'ONU afin d'établir des procédures normalisées et une approche stratégique afin de procéder à des relevés le plus rapidement possible dans les États les plus touchés par le problème des mines.

## **RÉDUIRE LE NOMBRE DE NOUVEAUX DÉCÈS DUS AUX MINES ET VENIR EN AIDE AUX VICTIMES**

---

Le nombre de nouvelles victimes des mines diminue dans plusieurs États. En Bosnie, le nombre d'incidents mensuels est passé de 90 à 18 en 1998 et, au Cambodge, le nombre d'incidents est passé de 230 par mois en 1996 à 100 par mois en 1998, tandis qu'au Nicaragua, il n'y a eu que deux morts en 1998. Le Mozambique et le Moyen-Orient ont également affiché des progrès substantiels. Ces progrès ont été réalisés grâce au processus long et onéreux de déminage, mais également grâce aux programmes plus rentables et ciblés de sensibilisation et de marquage des champs de mines.

*Le nombre de nouvelles victimes des mines diminue dans plusieurs États touchés.*

Il reste toutefois certains défis à relever. Nous ne pouvons venir en aide seulement aux victimes des mines dans des pays où la population peut tout aussi bien être touchée par la polio ou d'autres maladies et où les structures de santé publique ont souvent du mal à assurer les traitements de base. Fait plus important encore, il faut mettre l'accent sur la réintégration des survivants dans la vie économique et sociale : le nombre de prothèses fabriquées dans le cadre d'un programme n'est pas un indicateur de succès suffisant. La communauté internationale établit des objectifs et des normes en ce qui concerne l'aide aux victimes, qui devraient permettre d'améliorer la prestation des programmes dans ce secteur.

## **RÉDUIRE LE COMMERCE DES MINES**

---

Presque tous les exportateurs habituels ont cessé leurs activités; le commerce légal autrefois florissant des mines a pratiquement disparu. Depuis la Seconde Guerre mondiale, plus de 50 pays ont produit des mines antiper-

sonnel. Aujourd'hui, moins de la moitié de ces pays continuent à produire des mines et la plupart ont accepté de ne pas exporter les mines qu'ils produisent. Même les pays qui n'ont pas signé la Convention d'Ottawa (comme la Russie, la Chine et les États-Unis) ont établi un moratoire sur l'exportation de certains ou de tous les types de mines. Il s'agit de la preuve la plus concluante qu'une norme a été établie et qu'elle incite tous les États à réduire leurs activités ayant trait aux mines.

*Moins de 10 pays producteurs de mines n'appuient aucun moratoire ni aucune interdiction de fait visant l'exportation des mines antipersonnel.*

## **AUGMENTER LES RESSOURCES AFFECTÉES À L'ACTION CONTRE LES MINES**

---

Plus de donateurs que jamais participent à l'action contre les mines. Ils collaborent dans le cadre de projets conjoints et par l'intermédiaire d'institutions multilatérales. De plus, la coordination est devenue une priorité. Le Canada et la Norvège ont établi des projets conjoints en Jordanie, en Bosnie et au Nicaragua. En 1998 uniquement, une somme de 126 millions de dollars a été affectée à des projets d'action contre les mines grâce au Fonds volontaire d'assistance aux programmes de déminage de l'ONU. D'autres donateurs importants contribuent bilatéralement à cette action, notamment l'Union européenne et les États-Unis. En outre, le Princess Diana Fund, le Turner Fund et le Slovenian Trust Fund, entre autres, offrent la possibilité d'augmenter les contributions en fournissant des fonds de contrepartie. Même les pays qui ne sont pas des donateurs habituels, comme le Vietnam et la Chine, soutiennent l'action contre les mines en mettant à disposition du personnel, du matériel et des installations. Parallèlement, les institutions financières internationales de même que certains organismes régionaux appuient l'action contre les mines avec des ressources accrues, créant ainsi un réseau solide de donateurs à l'échelle mondiale.

Le système des Nations Unies a modifié son approche de l'action contre les mines. Avant la signature de la Convention, cette action relevait de diverses agences des Nations Unies et même de différents services au sein du Secrétariat. Aujourd'hui, le Service de l'action antimines assure la coordination au sein du système des Nations Unies, ce qui accroît la transparence et le partage de l'information avec les donateurs, les collectivités touchées par les mines et les ONG.

*Lorsque le Fonds volontaire d'assistance aux programmes de déminage de l'ONU a été créé en 1994, seulement quelques pays étaient donateurs. Depuis, 37 pays ont fourni une contribution.*

L'ONU n'a pas été la seule organisation à reconnaître l'importance de la coordination : les donateurs se sont regroupés autour du Groupe de soutien de l'action antimines à New York, les ONG ont créé des organismes comme Landmine Monitor pour contrôler le respect de la Convention, notamment grâce à la publication à grande échelle d'un rapport annuel, et le Groupe de contact sur les relevés pour assurer une gestion claire et uniforme des relevés de niveau 1. Les centres de déminage travaillent sur le terrain pour coordonner les démineurs civils, commerciaux et militaires, et les gouvernements nationaux collaborent avec différents acteurs à l'échelle locale et internationale pour mettre en œuvre le plus efficacement possible les stratégies nationales d'action antimines.

## DÉFIS

---

Si le bilan de l'action contre les mines est positif pour la première année d'existence de la Convention, nous devons tempérer notre satisfaction en admettant qu'il reste bien des problèmes à surmonter. Plus particulièrement, on signale que des mines sont posées en Angola et au Kosovo. Parmi le défis sur lesquels les donateurs devraient concentrer leur énergie au cours des 12 prochains mois, mentionnons qu'il faut accélérer l'arrivée des fonds sur le terrain. Les organismes d'exécution ne peuvent mettre en œuvre des programmes adéquats si leur financement est retardé par les formalités administratives des donateurs. La communauté internationale reconnaît de plus en plus que pour faire face à l'urgence humanitaire provoquée par les mines, nous devons fournir à nos partenaires de mise en œuvre, dans des délais raisonnables, des ressources suffisantes, de préférence en prenant des engagements de plusieurs années. Nous pouvons également améliorer la coordination entre les organismes d'exécution, les donateurs et les gouvernements. Il existe sans doute différents mécanismes de dialogue, mais il sera très difficile d'en faire bon usage. Enfin, la collecte de données statistiques pertinentes, notamment en ce qui concerne les victimes, reste un défi de taille pour toutes les parties engagées dans l'action contre les mines. Mieux nous comprendrons le problème, plus nous pourrons diriger les ressources vers les endroits où elles sont le plus nécessaires.

## CONTRIBUTION DU CANADA À L'ACTION CONTRE LES MINES

---

L'annonce faite par le premier ministre, en décembre dernier, concernant la création d'un fonds de 100 millions de dollars pour appuyer la mise en œuvre de la Convention d'Ottawa est la toute dernière initiative de l'histoire de la participation du Canada à l'action contre les mines, qui comprend des opérations de paix et l'aide au développement.

Le Canada, par le biais de l'Agence canadienne de développement international, soutient le déminage depuis 1993, année où 2 millions de dollars ont été déboursés par l'intermédiaire d'organismes multilatéraux au profit de l'Afghanistan, de l'Angola, du Cambodge, du Laos et du Salvador. Des contributions de cette ampleur ont été faites tous les ans. En 1996, la plus importante contribution d'entre elles, soit 5,6 millions de dollars, a été versée; plus de 1 million de dollars de cette somme ont été consacrés à la Bosnie.

Le ministère de la Défense nationale a une tradition similaire d'action contre les mines. En 1989-1990, les Forces canadiennes ont offert une formation de sensibilisation au danger des mines à des réfugiés afghans et, en 1992, des ingénieurs ont désamorcé des engins non éclatés afin de créer une zone démilitarisée entre l'Iraq et le Koweït. Les Forces canadiennes ont participé au déminage au Rwanda en 1994, et elles ont fait un travail de sensibilisation au danger des mines auprès des soldats canadiens et des réfugiés dans le cadre de nombreuses opérations de paix, y compris en Croatie, en Bosnie et en Somalie. Les ingénieurs militaires canadiens ont également contribué à la mise en place de centres d'action contre les mines au Cambodge et en Bosnie. Cet engagement se poursuit aujourd'hui avec des contingents de sept conseillers techniques détachés auprès du

Centre cambodgien de déminage et de cinq conseillers techniques, auprès du Centre de déminage de la Bosnie-Herzégovine.

La participation du Canada à l'action contre les mines a pour origine un engagement humanitaire qui a façonné sa volonté de parvenir à une interdiction totale des mines antipersonnel. Aujourd'hui, cette tradition est devenue synonyme d'innovation, car nous considérons la Convention d'Ottawa comme un cadre d'action pour résoudre la crise humanitaire provoquée par les mines antipersonnel dans le monde entier. Notre succès dans ces efforts s'appuiera sur des partenariats. Le Canada s'est engagé à contribuer 100 millions de dollars, mais s'il travaille en collaboration avec d'autres donateurs et s'il planifie ses projets en consultant suffisamment autour de lui, il pourra mobiliser bien plus de ressources.

La majorité des projets mis sur pied jusqu'à présent grâce aux 100 millions de dollars ont été définis ou entrepris dans le cadre de divers partenariats. Le Canada coopère avec la Norvège, la Jordanie et Israël à un programme de déminage de la vallée du Jourdain. Au Mozambique, les Travailleurs et travailleuses canadien(ne)s de l'automobile ont établi un partenariat avec le gouvernement du Canada qui a permis de doubler la contribution du Canada au déminage, grâce à des fonds de contrepartie. Au Guatemala, le Canada travaille à la réadaptation des victimes, en partenariat avec Israël. En Bosnie, il s'est associé à la Norvège pour financer une assurance pour les démineurs militaires, projet qu'aucun des deux pays n'aurait pu réaliser seul et qui a permis de doubler le nombre des démineurs qui travaillent sur le terrain. En Amérique centrale, le Canada, de concert avec le Mexique, travaille avec l'Organisation panaméricaine de la santé à la mise en place de programmes de réadaptation communautaires. Ces partenariats entre les donateurs sont complétés par des partenariats à l'étape de la mise en œuvre, où la majorité des projets sont exécutés en collaboration avec l'ONU et des ONG. Le plus grand défi pour le Canada est la durabilité. Le Fonds canadien contre les mines, établi par Action Mines Canada en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, favorise la sensibilisation, le financement et la participation du public en ce qui touche les projets d'action contre les mines. Voici les points saillants des projets entrepris grâce au financement du Fonds canadien contre les mines.



**FONDS CANADIEN CONTRE LES MINES  
ENGAGEMENTS RELATIFS À DES PROJETS — FAITS SAILLANTS**

**Aide au déminage, sensibilisation au problème des mines et aide aux victimes**

Pays	Activité	Fonds engagés
Afghanistan	sensibilisation au problème des mines; réadaptation des victimes; déminage	200 000 \$
Bosnie-Herzégovine	déminage; aide aux victimes *	10 000 000 \$
Cambodge	sensibilisation au problème des mines; réadaptation des victimes; déminage	300 000 \$
Tchad	relevés	100 000 \$
Croatie	déminage	100 000 \$
El Salvador, Honduras et Nicaragua	réadaptation des victimes *	3 500 000 \$
Guatemala	réadaptation des victimes	100 000 \$
Jordanie	déminage	300 000 \$
Kosovo	déminage; relevés	950 000 \$
Mozambique	déminage; relevés et coordination *	10 460 000 \$
Yémen	marquage des secteurs minés	1 050 000 \$

**Soutien de la coordination internationale**

Titre du projet	Activité	Fonds engagés
Soutien de la coordination multilatérale	soutien au Service d'action contre les mines de l'ONU	500 000 \$

**Mise au point de meilleures technologies de déminage**

Projet	Activité	Fonds engagés
Centre canadien de technologies contre les mines	recherche, développement et essai de technologies de déminage; promotion de la commercialisation de technologies appropriées; étude sur les solutions de rechange aux mines *	17 000 000 \$

\* Échelonnés sur cinq ans

**Promotion de la ratification, de l'universalisation et de l'application de la Convention d'Ottawa**

Pays/Projet	Activité	Fonds engagés
Géorgie, Ukraine, République fédérale de Yougoslavie, Russie, Jordanie, Liban, Inde, Thaïlande, Burkina Faso	promotion, information et réunions d'experts pour appuyer la Convention d'Ottawa	245 000 \$
Soutien à la Campagne internationale contre les mines antipersonnel	promotion par les ONG au niveau international pour appuyer la Convention d'Ottawa	300 000 \$
Soutien à Action Mines Canada	promotion par les ONG aux niveaux national et international; information au niveau national	300 000 \$

**Surveillance de l'application de la Convention d'Ottawa et évaluation des progrès enregistrés dans l'action contre les mines**

Titre de projet	Activité	Fonds engagés
Landmine Monitor	recherche, contrôle et rapports assurés par la société civile	450 000 \$
Initiative de contrôle et d'évaluation en Afrique australe	mise au point d'outils pour observer les progrès de l'action contre les mines	220 000 \$
Aide à Handicap International	publication d'une revue technique sur les méthodes exemplaires dans l'action contre les mines	100 000 \$

**Assurer la durabilité et relever le niveau de sensibilisation au problème des mines**

Titre de projet	Activité	Fonds engagés
Programme visant à assurer la sensibilisation et la durabilité	participation du public canadien, sensibilisation du public, soutien des levées de fonds non gouvernementales et durabilité de l'action canadienne contre les mines; mise au point de produits de communication pour appuyer la Convention d'Ottawa	571 000 \$
Jeunes ambassadeurs de l'action contre les mines	sensibilisation au niveau national et durabilité	300 000 \$

## **INITIATIVES LES PLUS RÉCENTES DU CANADA DANS L'ACTION CONTRE LES MINES**

---

### **CROATIE**

Une contribution de 100 000 \$ au Centre de déminage croate qui servira à financer le déminage et le marquage des champs de mines, ainsi que le déploiement de chiens détecteurs de mines.

### **TCHAD**

Une contribution de 100 000 \$ au Centre de déminage pour l'achat de matériel de relevés et le financement d'un expert technique qui s'occupera d'un système de base de données afin de commencer un relevé de niveau 1.

### **JORDANIE**

Le Canada, la Norvège et Israël travaillent en collaboration pour aider la Jordanie à déminer la vallée du Jourdain. La contribution du Canada à ce projet s'élève à 300 000 \$.

### **KOSOVO**

Une contribution de 950 000 \$ au Service de l'action antimines des Nations Unies, pour le financement d'une mission d'évaluation préliminaire au Kosovo, en réponse à des rapports du haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et de l'UNICEF selon lesquels les mines empêchent le retour des personnes déplacées à l'intérieur du territoire et gênent l'acheminement de l'aide humanitaire. La mission visera essentiellement à recueillir des données, mais elle pourra aussi procéder au déminage et sensibiliser au danger des mines.

### **MOZAMBIQUE**

Une contribution de 100 000 \$ pour appuyer le programme de déminage accéléré du Programme des Nations Unies pour le développement, qui comprend une formation dans le domaine de la gestion des relevés, du personnel et des bases de données. Le Canada participe également à un programme mixte avec les Travailleurs et travailleuses canadien(ne)s de l'automobile (TCA) pour le déminage, l'aide aux victimes et la défense de leurs droits, en collaboration avec des ONG locales et internationales. Dans le cadre de ce projet de 1,25 million de dollars, la contribution du Canada en fonds de contrepartie avec TCA s'élève à 225 000 \$.

### **UKRAINE**

Une entente avec l'Ukraine depuis octobre dernier pour une destruction des stocks qui sera menée en collaboration entre les deux pays.

### **YÉMEN**

Une contribution de 950 000 \$ au Service d'action antimines des Nations Unies pour appuyer un relevé de niveau 1 visant à établir des priorités nationales en matière d'action contre les mines. Le Canada travaille aussi en collaboration avec Med-Eng et la Advantists Development Relief Agency (ADRA) Canada afin d'acheter pour 100 000 \$ de dispositifs de protection pour les démineurs yéménites.

doc  
CA1  
EA  
98059  
EXF

.63513853 (E)  
.63513865 (F)



---

**ONE YEAR LATER:**

**IS THE OTTAWA CONVENTION MAKING A DIFFERENCE?**

Ottawa, Canada 2 December 1998

15/10/16 (1000)

JUL 13 2001

Return to Departmental Library  
Retourner à la bibliothèque du Ministère



## ONE YEAR LATER: IS THE OTTAWA CONVENTION MAKING A DIFFERENCE?

On December 3, 1997, 122 states joined Canada in signing the Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on Their Destruction. That the Ottawa Convention was negotiated in less than one year and will enter into force faster than any disarmament Convention ever negotiated is a testament to the determination of the citizens of the world to address the humanitarian crisis caused by landmines. The Ottawa Convention is a major achievement, but it is just the beginning. In the words of Lloyd Axworthy, Minister of Foreign Affairs, the "real test of success for the Ottawa Convention will be the degree to which it makes a difference in the lives of those who must live with the threat of landmines every day." The Ottawa Convention provides a legal framework for global mine action. It contains deadlines to destroy stockpiles of mines and clear mined areas, as well as obligations to assist mine victims. One year after the signature of the Ottawa Convention, the following report tries to answer the question: are we making a difference?

### RATIFYING AND UNIVERSALIZING THE CONVENTION

The Ottawa Convention has now been signed by 133 countries and ratified by 55. Two-thirds of the world's nations have made the decision to ban this weapon.

The Ottawa Convention is establishing a new international norm against the use of anti-personnel mines. Even states which have yet to sign the Convention, such as Russia, China and the United States, have taken positive steps to bring an end to the global landmine crisis. The political will to assist in mine clearance is also growing rapidly.

One of the most important features of what has become known as the Ottawa Process was a high degree of co-operation between governments and civil society organizations supportive of the ban. This unique coalition remains strong. Over the past year governments and civil society organizations have hosted a range of regional conferences in Russia, Jordan, Thailand, Hungary and the Federal Republic of Yugoslavia to press for the early ratification and universalization of the Ottawa Convention. Each of these conferences has yielded concrete results – more ratifications, more signatories, increased public awareness of the landmine issue, and more pressure on the holdouts to join the ban.

*With each new signature and ratification, another country assumes the responsibility of destroying mines on its own territory as well as supporting mine clearance and victim assistance in mine-affected states.*

6200 7121 (F)

6200 7091 (G)

## **DESTROYING STOCKPILED MINES**

---

Mines are vastly cheaper to destroy when they are still on the shelf than once they have been laid in the ground. The global mine clearance effort will be wasted if these stockpiles find their way into the ground. That is why stockpile destruction is as important part of mine action.

Although the Convention does not enter into force until March 1, 1999, a number of signatory states have either completely destroyed their mines, as Canada did last year, or are in the process of destroying stockpiles, as are South Africa, the United Kingdom, France, Hungary and Belgium. More signatories, such as Namibia, Zimbabwe, Romania, Thailand and Cambodia, are planning stockpile destruction. Even non-signatory states such as Russia, Ukraine and the United States have begun to destroy their mines.

*Over 11 million stockpiled mines have been destroyed by 15 countries since the beginning of the Ottawa Process in 1996. These mines will never take a life or limb.*

## **CLEARING MINED LAND**

---

Donors such as Canada, Norway, the European Union, the United States and Japan have mobilized significant new resources to establish programs in Bosnia, Cambodia, Mozambique, Afghanistan, Angola, Croatia, Nicaragua, Guatemala, Ecuador, Honduras, Laos, Jordan and Yemen.

Not only has the number of mine action programs increased, but they are also being undertaken more systematically and with better record-keeping. The effectiveness of mine clearance is greatly reduced if it is not done according to priorities and standards, with accurate records, and accompanied by effective mine awareness campaigns. In addition, more resources than ever are supporting technological innovation to improve the speed, efficiency and safety of mine clearance operations.

*10 donor countries have initiated 98 new mine action programs in 25 countries in the past 12 months.*

We should not judge the success of mine clearance by the sheer number of mines destroyed. The important and relevant statistic is that the highest possible proportion of priority areas – the places where people live and work – are cleared.

Survey work is the best way to ensure that mine clearance resources are dedicated to the neediest places where the impact will be highest. In the last year, a consortium of non-governmental organizations (NGOs) known as the Survey Contact Group teamed up with the United Nations system to establish standard procedures as well as a strategic approach to survey the most mine-affected states as quickly as possible.

## **REDUCING NEW MINE CASUALTIES AND ASSISTING VICTIMS**

---

The number of new mine victims is decreasing in many states. In Bosnia, monthly incidents in 1998 dropped from 90 to 18, in Cambodia incidents have dropped from 230 per month in 1996 to 100 per month in 1998, and in Nicaragua in 1998 there were only two deaths. Mozambique and the Middle East have also shown great progress. This progress has been realized through the onerous and time-consuming process of mine clearance, as well as through more cost effective and targeted programs of mine awareness and minefield marking.

Some challenges remain. We cannot single out mine victims for support in countries where people are as likely to be disabled by polio or other diseases and where public health structures are often strained to provide the most basic treatments. Even more important, increased emphasis needs to be placed on the reintegration of survivors into social and economic life: the number of prosthetics created in a program is an insufficient indicator of success. The international community is establishing goals and standards for victim assistance which should improve the delivery of programming in this area.

*The number of new mine victims is decreasing in many mine-affected states.*

## **REDUCING THE TRADE IN MINES**

---

Almost all traditional exporters of mines have ceased these activities – the once-flourishing legal trade in mines has all but vanished. Since the Second World War, more than 50 countries have been producers of anti-personnel mines. Today, fewer than half that many countries continue to produce mines, and most of these states have agreed not to export the mines they produce. Even countries that have not signed the Ottawa Convention – such as Russia, China and the United States – have instituted moratoria on the export of all or certain types of mines. This is the best evidence that a norm has been established which is challenging all states to curtail their involvement with mines.

*There are fewer than 10 mine-producing countries that do not support a comprehensive moratorium or de facto ban on the export of anti-personnel mines.*

## **INCREASING RESOURCES FOR MINE ACTION**

---

More donors are engaged in mine action than ever before. They are collaborating in joint ventures and through multilateral institutions, and co-ordination has become a priority. Canada and Norway have together developed joint-venture projects in Jordan, Bosnia and Nicaragua. The UN Voluntary Trust Fund for



Assistance in Mine Clearance supported \$126 million worth of mine action projects in 1998 alone. Other major donors are contributing to mine action bilaterally, such as the European Union and the United States. In addition, the Princess Diana Fund, the Turner Fund, the Slovenian Trust Fund and others offer an opportunity to increase contributions through matching funds. Even countries that are not traditional donors to mine action, such as Vietnam and China, are supporting mine action through in-kind contributions of personnel, equipment and facilities. Meanwhile, international financial institutions, as well as some regional organizations, are supporting mine action with increased resources, thus creating a solid network of donors worldwide.

*When the UN Voluntary Trust Fund for Assistance in Mine Clearance was established in 1994, only a handful of countries were donors. To date 37 countries have made contributions.*

The United Nations system has transformed its approach to mine action. Before the Convention was signed, mine action was the purview of a range of different UN agencies and even different departments within the Secretariat. Today the UN Mine Action Service performs a co-ordination role within the UN system which increases transparency and information sharing with donors, mine-affected communities and NGOs.

The UN was not the only organization to recognize the importance of co-ordination: donors have coalesced around the Mine Action Support Group in New York, NGOs have created organizations such as Landmine Monitor to monitor compliance with the Convention through a widely published annual report, and the Survey Contact Group to bring clarity and consistency to the management of level 1 surveys. Mine action centres are working in the field to co-ordinate civilian, commercial and military deminers, and national governments are working with the range of actors internationally and locally to implement national mine action strategies in as efficient a way as possible.

## **CHALLENGES**

---

If the story of mine action in the first year of the Convention is positive, we must temper our satisfaction with an acceptance of the fact that we still face many difficult challenges. Most notably, mines are reportedly being laid in Angola and in Kosovo. One challenge to which donors should focus their energy in the coming year is improving the speed with which funds are transferred to the field. Implementing agencies cannot deliver adequate programs when their funding is delayed by the bureaucratic processes of donors. The international community is increasingly recognizing that to address the humanitarian emergency caused by mines we must give sufficient resources, preferably with multi-year commitments, to our implementing partners within reasonable time frames. We can also improve co-ordination between implementing agencies, donors and governments. A variety of mechanisms for dialogue may exist, but making good use of these facilities will be a great challenge. Finally, the collection of adequate statistical information, particularly concerning victims, remains a major challenge for all parties engaged in mine action. The better we understand the problem, the better we can direct our resources to where they are most needed.

## CANADA'S CONTRIBUTION TO MINE ACTION

---

The Prime Minister's announcement of a \$100 million fund to support the implementation of the Ottawa Convention last December was the latest event in an ongoing tradition of Canadian involvement in mine action that includes peace support operations and development assistance..

Canada, through the Canadian International Development Agency, has supported mine clearance since 1993, when over \$2 million was disbursed through multilateral channels to Afghanistan, Angola, Cambodia, Laos and El Salvador. Contributions of this magnitude continued annually with a peak in 1996 when \$5.6 million was disbursed, over \$1 million of which was dedicated to Bosnia.

The Department of National Defence has a similar tradition of mine action. In 1989-90, Canadian Forces (CF) provided mine awareness training for Afghan refugees, and in 1992 engineers cleared unexploded ordnance to create a demilitarized zone between Iraq and Kuwait. The Canadian Forces helped to clear mines in Rwanda in 1994 and have been conducting mine awareness training for Canadian troops and refugees as part of many peace support operations, including those in Croatia, Bosnia, and Somalia. Canadian military engineers have also been instrumental in setting up Mine Action Centres in Cambodia and Bosnia. That commitment continues today with contingents of seven Canadian technical advisers in the Cambodia Mine Action Centre, and five technical advisers with the Bosnia and Herzegovina Mine Action Centre.

Canada's involvement in mine action originated in a commitment to humanitarianism which shaped our determination to achieve a global ban on anti-personnel mines. Today, tradition has given way to innovation as we look to the Ottawa Convention as a framework for action to address the humanitarian crisis of mines worldwide. Our success in this effort will hinge on partnership. Canada may have committed \$100 million, but if we work together with other donors, and if we plan our projects with sufficient consultation, we can mobilize many times more resources.

The majority of the projects so far established under the \$100 million have been undertaken or developed in partnerships of some kind. Canada is co-operating with Norway, Jordan and Israel on a mine clearance program in the Jordan Valley. In Mozambique, the Canadian Auto Workers have initiated a partnership with the Government of Canada which, through matching funds, has doubled Canada's contribution there to mine clearance. In Guatemala, Canada is partnering with Israel in rehabilitating mine victims. In Bosnia, we have partnered with Norway to finance insurance for military deminers, a project neither country could have undertaken alone and which has effectively doubled the number of deminers working in the field. In Central America, Canada, together with Mexico, is working with the Pan American Health Organization to develop community-based rehabilitation programs. These partnerships at the donor level are complemented by partnerships on the ground where the majority of our projects are implemented in co-operation with the UN and NGOs. The most important challenge for Canada is sustainability. The Canadian Landmine Action Fund, a joint venture between Mines Action Canada and the Department of Foreign Affairs and International Trade, is stimulating awareness, raising funds, and giving the public the opportunity to support worthy mine action projects. What follows are highlights of project commitments under the Canadian Landmine Fund.

**CANADIAN LANDMINE FUND  
HIGHLIGHTS OF PROJECT COMMITMENTS**

**Supporting mine clearance, mine awareness and victim assistance**

Country	Activity	Funds Committed
Afghanistan	mine awareness; mine victim rehabilitation; mine clearance	\$200 000
Bosnia and Herzegovina	mine clearance; victim assistance*	\$10 000 000
Cambodia	mine awareness; mine victim rehabilitation; mine clearance	\$300 000
Chad	mine survey equipment	\$100 000
Croatia	mine clearance	\$100 000
El Salvador, Honduras and Nicaragua	mine victim rehabilitation*	\$3 500 000
Guatemala	mine victim rehabilitation	\$100 000
Jordan	mine clearance	\$300 000
Kosovo	mine clearance; surveys	\$950 000
Mozambique	mine clearance; surveys and co-ordination*	\$10 460 000
Yemen	mine surveys	\$1 050 000

**Supporting international co-ordination**

Project Name	Activity	Funds Committed
Support for Multilateral Co-ordination	support for the United Nations Mine Action Service	\$500 000

**Developing better mine clearance technologies**

Project	Activity	Funds Committed
Canadian Centre for Mine Action Technologies	research, development and testing of mine clearance technologies; promoting the marketing and commercialization of appropriate technologies; investigating alternatives to mines*	\$17 000 000

\*Over five years.

**Promoting the ratification, universalization and implementation of the Ottawa Convention**

Country / Project	Activity	Funds Committed
Georgia, Ukraine, Federal Republic of Yugoslavia, Russia, Jordan, Lebanon, India, Thailand, Burkina Faso	advocacy, outreach and experts' meetings in support of the Ottawa Convention	\$245 000
Support to the International Campaign to Ban Landmines	international NGO advocacy in support of the Ottawa Convention	\$300 000
Support to Mines Action Canada	domestic and international NGO advocacy; domestic outreach	\$300 000

**Monitoring compliance with the Ottawa Convention and evaluating mine action progress**

Project Name	Activity	Funds Committed
Landmine Monitor	civil society-based research, monitoring and reporting	\$450 000
Southern Africa Monitoring and Assessment Initiative	developing tools to monitor mine action progress	\$220 000
Support to Handicap International	publication of a technical magazine on best practices in mine action	\$100 000

**Ensuring sustainability and raising public awareness of the mine problem**

Project Name	Activity	Funds Committed
Outreach and Sustainability Program	engaging the Canadian public, building public awareness, supporting non-governmental fundraising and ensuring the sustainability of Canadian mine action; developing communications products in support of the Ottawa Convention	\$571 000
Youth Mine Action Ambassadors	domestic outreach and sustainability	\$300 000

## **CANADA'S NEWEST MINE ACTION INITIATIVES**

---

### **CROATIA**

A contribution of \$100 000 to Croatia's Mine Action Centre, which will support mine clearance and marking of mine fields as well as the deployment of mine detection dogs.

### **CHAD**

A contribution of \$100 000 to the Mine Action Centre for survey equipment and funding for a technical expert to run and operate the database system with a view to starting a level 1 survey.

### **JORDAN**

Canada, Norway and Israel are working together in support of Jordanian demining efforts in the Jordan Valley. Canada is contributing \$300 000 to this effort.

### **KOSOVO**

A contribution of \$950 000 to the UN Mine Action Service in support of a preliminary assessment mission in Kosovo, in response to reports from the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) and UN Children's Fund (UNICEF) that mines are interfering with returns of internally displaced people and with the delivery of humanitarian assistance. The mission will concentrate on gathering information but is also capable of mine clearance and mine awareness.

### **MOZAMBIQUE**

A contribution of \$100 000 to support UNDP's accelerated demining program involving training in survey, personnel, and database management. Canada has also joined a Canadian Auto Workers' initiative for mine clearance, victim assistance and advocacy, working with local and international NGOs. Canada is contributing \$225 000 to this \$1.25 million project in matching funds with Canadian Auto Workers.

### **UKRAINE**

Agreement reached in October this year for Canada and Ukraine to work together on stockpile destruction.

### **YEMEN**

A contribution of \$950 000 to the UN Mine Action Service to support the conduct of a level 1 survey to set national priorities for mine action. Canada is also working with Med-Eng Inc. and Advantists Development Relief Agency (ADRA) Canada to buy \$100 000 of protective gear for Yemen's deminers.

